

## Les élections de 2016 et la suite

*De la purge en bloc des chefs des institutions publiques par le nouveau gouvernement à la prise en charge de force des toilettes publiques par les militants du NPP, il y a de nombreux signes qui indiquent que l'alternance paisible du pouvoir tant applaudie au Ghana a encore un long chemin à parcourir pour échapper aux legs de changement de pouvoir à travers les coups d'état, écrit \*Cornelius Adedze*

Lors de l'inauguration de Nana Akufo-Addo le 7 janvier comme le 5<sup>e</sup> Président sous la Quatrième République du Ghana, il y a eu une illustration importante mais inattendue du bruit autour de la transition paisible au Ghana. Après l'investiture et les discours du président Akufo-Addo, plusieurs présidents et chefs de délégation de gouvernements africains ont fait la queue pour présenter leurs félicitations au nouveau président ghanéen tout en offrant un kaléidoscope des origines, dignes, douteuses, troublantes et illégitimes du pouvoir des gouvernements africains. L'invité d'honneur en la personne du Président Alassane Ouattara de la Côte d'Ivoire a participé à la cérémonie malgré la mutinerie des soldats en cours qui rappelle la voie de son accession au pouvoir et les incertitudes persistantes dans son pays. Etait également présent le Président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo de la Guinée Equatoriale qui gère le pays comme une entreprise familiale et ne tolère aucune dissension. Dans cette queue se trouvait aussi les Présidents Ali Bongo du Gabon et Faure Gnassingbé du Togo, les successeurs contestés de leur père. De l'autre extrémité du spectre, il y avait le Président Macky Sall du Sénégal et Muhammadu Buhari du Nigeria.

Sur le plan interne, l'euphorie liée à la victoire du parti de l'opposition, le *New Patriotic Party* (NPP) pour la seconde fois depuis le retour du pays au multipartisme en 1992 semble avoir occulté momentanément les nombreux défis auxquels fait face le pays. C'était un grand soupir de soulagement lorsque les élections ont été non seulement conduites avec succès mais aussi se sont dénouées dans la paix malgré les nombreux défis et la quasi escalade de la violence qui a caractérisé la campagne et les heurts sporadiques enregistrés dans les bureaux de vote lors des élections. Même les observateurs politiques ont félicité le Ghana pour la tenue des élections et la transition paisible vers un nouveau gouvernement, les évolutions au lendemain des élections mettent en relief les problèmes que le Ghana partage avec d'autres pays africains qui ont besoin de solution afin de consolider et de d'approfondir la culture démocratique.

Outre les difficultés économiques que rencontrent de nombreux Ghanéens, la victoire du NPP a été favorisée par la perception aux yeux du public d'une corruption généralisée et du népotisme, de la mauvaise gestion de l'économie et l'arrogance pure et simple des responsables politiques du gouvernement déchu du *National Democratic Congress* (NDC). Cette évolution a engendré des attentes d'une meilleure performance de la part du nouveau gouvernement. Parmi ces attentes figurent au premier rang l'emploi, l'amélioration des conditions économiques, l'enseignement secondaire gratuit, la réduction des impôts, des tarifs d'électricité réduits et un gouvernement capable et prêt à lutter sans relâche contre la corruption. Il s'agit de quelques-unes des promesses faites par le parti d'opposition avant les élections.

Le transfert sans heurt du pouvoir a été en quelque sorte entaché par les partisans de la base du parti qui étaient au comble de leur déchainement en faisant fuir les gestionnaires et les travailleurs qui, à leur avis, étaient des sympathisants du gouvernement déchu du NDC, des cabines de péage aux toilettes publiques ainsi que d'autres institutions publiques comme l'Autorité nationale d'assurance maladie et l'Agence de l'emploi des jeunes. Tous ces événements ont eu lieu et les forces de l'ordre, en particulier la police, y assistaient sans pouvoir intervenir, même lorsque quelques meneurs ont perpétré effrontément ces évictions illégales au grand jour ou les ont justifiés dans les médias. D'aucuns ont attribué cette inaction apparente des forces de l'ordre à la crainte des commandants qui croyaient à juste titre ou à tort que toute tentative visant à mater les crimes des sympathisants d'un parti politique peut entraîner des sanctions contre eux à travers la victimisation de la part des autorités politiques.

Le gouvernement, aux plus hauts échelons, a poursuivi le licenciement des chefs et d'autres hauts fonctionnaires des institutions publiques et étatiques en les remplaçant par les éléments ou les amis du parti. Parmi ceux qui ont été demis de leur fonction figuraient les chefs de l'Autorité nationale de la communication, de l'Autorité de promotion des investissements, le Conseil du Cacao (le conseil de commercialisation du premier pourvoyeur de devise du pays, le cacao) et quelques chefs des forces de sécurité. C'est devenu une tendance postélectorale suivant laquelle les retombées des dividendes du changement de gouvernement entraînent le remplacement des hauts fonctionnaires. Le taux de chômage élevé et le clientélisme semblent déclencher ces actions. D'autres parlent de représailles car les présumés partisans du NPP étaient des victimes après la victoire du NDC en 2008. Ces représailles nous rappellent les jours des coups d'état où l'enfer se déchainait et les nominations étaient résiliées de manière désordonnée, mettant ainsi à mal la continuité dans l'administration publique. Pour d'autres encore, c'était une manière de récompenser les éléments et les militants du parti pour leur contribution à la victoire électorale.

La création de nouveaux ministères et la ré-désignation d'autres suite à tout changement de gouvernement a réapparu. Certains représentent une répétition des ministères créés par le premier gouvernement du NPP (2001 -2008) mais abandonnés par le gouvernement du NDC (2009 -2016). Les ministères tels que le Ministère du Développement des Chemins de Fer, alors qu'il existe déjà un Ministère du Transport, le Ministère de la Réorganisation Régionale et de la Mobilisation, le Ministère du Développement des Villes et des Zongos, alors qu'il existe un Ministère des Collectivités Locales et du Développement Rural, un Ministère du Suivi-évaluation ainsi qu'un poste de Ministre d'Etat.

Dans son commentaire sur la question, le Prof. Ransford Gyapong de la Faculté des Sciences Politiques de l'Université du Ghana, Legon, a déclaré que « suivant les dispositions actuelles, il y aura un Chef de Cabinet, un Secrétaire Exécutif du Président et un Ministre d'Etat. Cette duplication des rôles peut prêter à confusion ». Cet état des choses peut renforcer la perception suivant laquelle la gouvernance au Ghana est devenue la création "d'emploi pour les valets », une tentative d'assurer que les membres du parti obtiennent leur part des butins de la victoire politique. Il s'agit d'une recette éventuelle du chaos et invariablement un fardeau pour les coffres du pays car chaque nomination va de pair avec des dispositions financières et logistiques.

Une publication satirique en ligne, *Yesiyesi*, a présenté la situation comme suit : « le nouveau gouvernement sous la direction du Président Nana Akufo Addo aura un nouveau ministère chargé de la création d'emploi pour les amis et d'autres éléments du parti. Le nouveau Ministère en charge du Développement Stratégique des Emplois pour les Valets a reçu le mandat d'identifier des moyens innovants de diviser les ministères existants et de créer une multitude de bureaucraties inutiles. Une déclaration officielle a fait comprendre que le nouveau ministère cadre avec la promesse du président d'insister sur « l'optimisation des ressources » en veillant à ce que tous ceux qui ont financé sa campagne sont en mesure de rentabiliser leurs investissements ». [yesiyesighana.com](http://yesiyesighana.com) 31 janvier 2017).

### **Gestion de l'information gouvernementale**

Des informations contradictoires et des désaccords publics entre les membres des équipes de transition de l'ancien et du nouveau gouvernement ont également fait dresser les cheveux sur la tête. Le vice-président, Dr. Mahamadu Bawumia, a attisé davantage le feu avec son annonce qu'ils venaient de découvrir que le gouvernement NDC ne pourrait pas rendre compte de 7 milliards de cedis. Le porte-parole du NDC, l'ancien ministre adjoint des finances, M. Cassiel Ato Forson a ridiculisé les accusations du vice-président en disant que « le montant en question est le résultat d'une réforme des contrats et des dépenses du gouvernement dans le cadre du projet sur le Système Intégré de Gestion Financière (SIGF) du Ghana et qui ont été consignés dans les notes détaillées de l'équipe de transition. Il a ajouté que « le projet, que le nouveau gouvernement devrait poursuivre, est prévu dans la disposition relative à la responsabilité budgétaire de la nouvelle loi sur la Gestion des Finances Publiques ».

Entre-temps, alors que le malentendu prétendu entre l'ancien gouvernement et le nouveau gouvernement persistait, aucun des deux parties n'a trouvé rien à redire des indemnités de départ des anciens fonctionnaires probablement parce que tous les deux vont en bénéficier. Le moindre gémissement n'a été entendu de l'un ou de l'autre partie et les députés rentreraient chez eux avec leurs paiements à titre gracieux tout comme d'autres anciens représentants du gouvernement. Aucun argument ici. Ces responsables politiques rentrent chez eux avec des augmentations de salaires à effet rétroactif à 2013 ainsi que 4 mois de salaire pour chacune des 4 années de services. Ce qui veut dire qu'entre 2013 et 2016, le salaire nominal du président a augmenté de 74 pour cent, celui des députés de 54 pour cent et celui de président du Parlement de 56 pour cent tandis que les employés du gouvernement n'ont bénéficié que d'une augmentation de 30 pour cent sur la même période. Ces taux approuvés vont à l'encontre des recommandations du Comité Edu-Buandoh qui a été créé pour déterminer les salaires et traitements des fonctionnaires de l'article 71 (responsables politiques allant du président aux ministres, députés et autres définis à l'article 71 de la Constitution etc.). Bien que les recommandations du Comité aient été initialement acceptées par le Président sortant Mahama, elles ont été carrément rejetées par le Parlement qui l'a emporté enfin de compte.

La vente aux enchères des voitures officielles légèrement usagées aux politiciens à des prix, dérisoires surtout quand ils perdent le pouvoir est un autre échange que les deux parties font bien sans aucun scrupule. Les véhicules tout-terrains et les berlines haut de gamme sont

principalement la cible. Les terres publiques subissent le même sort car elles sont « appropriées » par les politiciens.

Les deux grands partis politiques, le NDC et le NPP qui ont jusqu'ici assuré l'alternance du pouvoir semblent savoir « partager les butins » du pouvoir politique quand il s'agit de leurs propres intérêts alors qu'ils disent aux citoyens qu'il n'y a pas suffisamment d'argent pour les populations.

### **Corruption dans la Législature**

Les soupçons de longue date du public en matière de corruption à l'endroit du Parlement ont été confirmés lorsque certains députés ont accusé d'autres d'avoir tenté de les corrompre. Un candidat au poste de ministre aurait tenté de corrompre certains membres du comité des nominations du parlement pour faciliter son processus d'approbation. Certains membres minoritaires du comité ont soulevé la question lorsqu'ils ont dit que le prétendu pot-de-vin leur avait été offert et ils l'ont rejeté. Une fois de plus, les démentis et les vifs échanges verbaux entre le NPP et le NDC (même au sein du NDC, où le chef de file de la minorité, qui était censé être, au départ, le conduit du pot-de-vin vers les membres minoritaires du comité, a démenti les accusations) ont caractérisé le débat sur l'affaire. La nomination d'un comité de cinq membres par le Parlement pour examiner l'affaire a cependant été débiné par certains groupes comme une tentative du Parlement de dissimuler la question, puisqu'il ne peut être juge et partie dans sa propre affaire. Ainsi, des appels ont été lancés pour la mise en place d'un organe indépendant pour mener des enquêtes sur l'affaire. Au cœur de la question se trouve la transparence, l'équité et l'état de droit, les principes mêmes de la démocratie que la législature du Ghana semble perdre de vue dans ce cas. Même si le président, dans son discours inaugural, a rassuré que le Ghana, sous sa direction verrait une véritable séparation des pouvoirs, cela semble avoir été vain pour la législature.

Comme prévu, la défaite électorale a déclenché de l'introspection et des débats au sein du NDC, le parti principal actuel d'opposition. La marge de défaite aux élections présidentielles et parlementaires a été sans précédent, avec une perte s'élevant jusqu'à 50 sièges au parlement. La direction du parti a mis en place un comité pour mener une enquête sur les raisons qui sont à l'origine de la défaite du parti aux élections. Ce mouvement va accorder du temps aux différentes factions de planifier leurs prochaines démarches, mais une lutte pour le contrôle du parti avant les prochaines élections en quatre ans est inévitable et a déjà éclaté. Il y a des signes contradictoires sur ce que fera M. John Mahama, le président déchu, mais l'ampleur de sa perte face à Akufo-Addo pourrait de manière fatale fragiliser les chances pour une autre course à la plus haute fonction du pays. L'ex-président Jerry John Rawlings, qui aurait été marginalisé par le bloc Mahama, a déjà annoncé son intention de revenir comme une influence clé sur l'avenir du NDC. S'exprimant à l'occasion du 35<sup>e</sup> anniversaire de son coup d'État de 1981, Rawlings, qui se considère comme l'incarnation des valeurs du parti, a attribué la défaite électorale du parti à la corruption et l'arrogance de Mahama et de son gouvernement. La lutte de pouvoirs au sein du NDC va certainement s'intensifier et d'autres factions vont émerger.

Les membres du NDC sont actuellement unis dans une position défensive alors que le gouvernement du NPP cherche à renforcer la légitimité conférée par sa victoire électorale avec des révélations sur les échecs et les méfaits du gouvernement Mahama. Le nouveau

gouvernement a l'intention de créer un nouveau bureau de procureur spécial pour lutter contre la corruption, bien qu'il ne soit pas encore clair comment il s'intégrera dans les bureaux et les institutions existants qui ont pour un mandat de lutter contre la corruption. Sans doute, de nombreux méfaits vont apparaître. Cependant, comme dans les transitions post-électorales passées, il y a un défi troublant et difficile de savoir comment le nouveau régime traite les infractions des fonctionnaires de son prédécesseur. Devrait-il choisir des gains politiques à court terme de gestes dramatiques tirés de la culture autocratique des anciens régimes militaires du Ghana pour satisfaire à sa base de soutien ou adopter une approche réfléchie et moins populiste qui renforce les processus de l'Etat de droit et de la responsabilité démocratique ? Le NPP et le NDC ont volontairement ou non privilégié les traditions laissées par les militaires, assurant ainsi qu'une incertitude de jeu de puissance, marquée par l'utilisation légale et douteuse du pouvoir par les vainqueurs d'élections continue de faire des bulles sous la surface paisible sur laquelle le monde entier garde son regard étroit.

\* Cornelius Adedze est rédacteur en chef de la revue *African Agenda*.

## Le NPP peut-il tenir ses promesses ?

*Les conditions sociales et économiques difficiles dans le pays et la colère populaire face à la corruption généralisée ont été les principales raisons pour lesquelles M. John Mahama a été le premier le Président ghanéen dont le mandat n'a pas été renouvelé. La hausse considérable des tarifs d'électricité à la suite des délestages et des pannes d'électricité interminables et les conditions imposées par l'accord de stabilisation avec le FMI représentent les manifestations les plus visibles du problème, écrit \* Yao Graham*

Trente années de croissance soutenue et deux décennies de culture politique ouverte, un multipartisme relativement paisible et l'alternance politique (illustrée par la défaite du NDC au pouvoir lors des élections présidentielles et législatives) ont fait briller le statut du Ghana en tant que modèle africain, auquel ont fait allusion souvent dans la narrative sur « l'Afrique en croissance ».

Depuis 1984, l'économie ghanéenne a connu une croissance stable à un taux considéré comme l'un des plus spectaculaires en Afrique. Le taux de croissance était en moyenne de 4,7 pour cent entre 1983 et 2000 et de 7,2 % de 2000 à 2013, et a atteint un niveau record de 14,4% en 2011 avec le démarrage de la production de pétrole. Compte tenu de cette croissance stable et du changement de la base de l'économie, le Ghana est devenu un pays à revenu moyen de la tranche inférieure car son PIB par tête est passé de 502 dollars EU en 2005 à 1604, 9 dollars en 2012. Au cours des 25 dernières années, le nombre d'habitants vivant dans la pauvreté a chuté de manière significative en passant de 52% en 1992 à 24% en 2013. Il n'y a pas eu d'amélioration notable au niveau de l'éducation, de la santé et d'autres indicateurs.

Les évolutions positives dans l'économie politique du Ghana au cours des trente dernières années coexistent avec de nombreuses réalités préoccupantes. Il s'agit d'une combinaison des problèmes persistants de l'économie politique du Ghana non résolus après 30 années de croissance et de nouvelles difficultés engendrées par la stratégie et les politiques à l'origine de la croissance et les faiblesses dans le système politique.

Bien que le pourcentage de personnes vivant dans la pauvreté ait enregistré une baisse significative, les chiffres réels n'ont pas beaucoup fléchi, en passant de 7 millions en 2006 à 6,4 millions en 2013. Par ailleurs, la probabilité qu'un enfant ghanéen vive dans la pauvreté a augmenté. Si dans les années 90, un enfant au Ghana a une probabilité de 15% de vivre dans la pauvreté par rapport à un adulte, ce taux a atteint 40% aujourd'hui. Des inégalités sociales, politiques et économiques continuent de s'accroître tout au long de la quatrième, soit depuis 1992. Au cours de la dernière décennie, l'écart de consommation entre les 10 pour cent les plus pauvres et les 10 pour cent les plus riches s'est élargi. Les hommes prédominent en matière d'acquisition des immeubles résidentiels et des terres agricoles et constituent la majorité des employés du secteur formel. La mortalité maternelle demeure un problème.

Historiquement, le système d'éducation public a servi d'égalisateur des opportunités. Ce n'est plus le cas. Un nombre important de personnes ressentent le besoin de scolariser leurs enfants dans des écoles privées. Malgré que de nouvelles structures sanitaires aient été construites et le Régime National d'Assurance Maladie, la plus importante institution du service public de santé, ait amélioré l'accès pour la population, la qualité des soins de santé laisse beaucoup à désirer. L'inégalité croissante sévit non seulement au Ghana mais aussi dans toute l'Afrique.

Au cours des trois dernières décennies, nous avons assisté à un processus pervers de la transformation structurelle au Ghana tout comme dans d'autres pays africains, en raison du modèle de croissance économique et ses effets et résultats connexes. Il y a eu une chute constante de la part de l'agriculture dans le PIB bien que le secteur est demeuré la principale source d'emploi avec une productivité et des revenus faibles. Le secteur manufacturier est toujours en déclin. Le secteur des services est devenu le secteur économique le plus important où les banques multinationales et les sociétés de télécommunication très rentables pointillent des millions de petites entreprises prestataires de service à faible revenu et productivité. En 2015, l'agriculture représentait 0,2% du PIB (et employait 53% de la main d'œuvre), l'industrie manufacturière 5,1% et les services 49,5%, l'exploitation minière 5,4% et les services 49,5%.

L'échec le plus évident de ce modèle de croissance est son incapacité à fournir des emplois décents et sécurisés. En avril 2016, une controverse est survenue au sujet des prétentions du gouvernement déchu du Président Mahama qu'il a créé des centaines de milliers d'emplois, soit directement dans le cadre des programmes de protection sociale, soit par l'intermédiaire des politiques économiques. Le doute et la remise en cause que ces prétentions ont suscitées ont mis en relief le caractère crucial de la question. 86% de la population active du Ghana se retrouve dans l'économie informelle et mènent essentiellement des activités à faible productivité et revenu, allant de l'exploitation illégale de l'or à la vente sur les rues. Compte tenu de la nature précaire de la plupart de ces emplois, ils sont des entreprises de survie plutôt que des moyens de subsistance réels.

Le Ghana assiste à la fois au processus d'urbanisation et de désindustrialisation. Des millions de personnes ont fui la pauvreté dans les campagnes à la recherche des emplois inexistant dans les zones urbaines. Ce phénomène entraîne d'énormes problèmes de logement, de services sociaux et d'assainissement dans les quartiers pauvres surpeuplés, surtout dans les grandes villes du pays : Accra-Tema, Kumasi, Tamale et Sekondi-Takoradi. Dans ces villes, les quartiers tentaculaires pauvres qui manquent des services sociaux de base coexistent avec des communautés bien meublées et protégées. L'urbanisation avance à un taux annuel de 3,55% soit 31% de la population vivant dans les zones urbaines en 1984 et 43,8% en 2000.

Actuellement, plus de la moitié de la population vit dans les zones urbaines, Tamale, Accra-Tema Kumasi, Sekondi-Takoradi étant les pôles de concentration enregistrant la croissance la plus rapide. Avec une population d'environ 380 000 habitants, Tamale est considéré

comme la ville à la croissance la plus rapide en Afrique de l'Ouest. La croissance des villes dortoirs dans la région Accra-Tema illustre les extrêmes du processus d'urbanisation. La population de la ville d'Ashaiman est passée de 50 000 habitants en 1984 à 190 972 en 2010, celle de Kasoa est passée de 863 habitants en 1970 à 34 000 en 2000 et à 69 000 en 2010 ; celle de Madina est passée de 7 500 habitants en 1970 à 28 000 en 1974 et à 137 000 en 2010. Ces quartiers souffrent d'une discrimination évidente dans l'allocation des investissements publics dans les infrastructures et d'autres services par rapport aux quartiers à revenu élevé tels que East Legon et Cantonments.

La crise de l'emploi provient des moteurs sectoriels de la croissance et des exportations au cours des 30 dernières années et de l'intensification de la dépendance de l'exportation des produits de base et de l'importation des denrées de base et de la plupart des produits manufacturés. La découverte du pétrole n'a fait que renforcer la dépendance de l'exportation des produits de base. En 2014, trois produits – l'or, le pétrole et le cacao - représentaient 82% des recettes d'exportation. La période de croissance la plus impressionnante (2000-2013) du Ghana a coïncidé avec la période de pointe de l'essor des prix des produits de base, qui a également favorisé la meilleure période de croissance en trente ans. L'exploitation de l'or qui est dominée par les sociétés multinationales étrangères a attiré le plus d'IDE vers le Ghana depuis les années 90 et l'or est demeuré le premier produit d'exportation pendant de nombreuses années.

Pendant la période du super cycle des produits de base, plus précisément la décennie précédant 2013, le prix élevé de l'or et le chômage dans le pays a déclenché la recrudescence de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle illégale communément appelée « galamsey ». Actuellement, le tiers de la production de l'or provient des producteurs artisanaux et à petite échelle qui sont pour la plupart illégaux. Les opérateurs galamsey regroupent des entreprises très capitalisées et jouissant de la protection des hommes politiques, des groupes de gangs indépendants et des étudiants à la recherche de leur scolarité. Galamsey est une catastrophe environnementale qui détruit de nombreux fleuves suivi des terres dévastées non réhabilitées. Par contre, les avantages de la réduction de la pauvreté et des moyens de subsistances économiques sont importantes pour la plupart des mineurs illégaux, leurs familles et les paysans qui leur permettent de creuser leurs champs.

L'attitude de l'état envers ce problème complexe a été une réponse musclée de criminalisation et des raids qui, pourtant, n'ont pas pu résoudre le problème. Le gouvernement de Akufo-Addo a signalé sa détermination de poursuivre cette politique. Etant donné que l'exploitation minière a été très rentable pour les investisseurs étrangers, il n'est pas surprenant que des centaines de milliers de chômeurs jeunes enfreignent la loi, mettent en danger leur santé et leur vie tout détruisant l'environnement en vue de gagner leur vie dans cette filière. Le sentiment est largement répandu que les opérateurs galamsey bénéficient de la corruption et de la complicité des responsables officiels, il s'agit d'un aspect de la perception publique répandue à l'endroit des institutions publiques et des dirigeants publics suivant laquelle ces derniers sont corrompus et n'agissent pas dans l'intérêt du public.



La constitution du Ghana renferme des dispositions obligatoires très claires sur le droit au travail et la responsabilité de l'Etat à cet effet. En vertu des Objectifs Economiques des Principes d'Orientation de la Politique d'Etat (Article 36 (1), l'Etat est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires « pour assurer que l'économie nationale est gérée de manière à maximiser le taux de développement économique et à atteindre un niveau maximum de bien être, de liberté et de bonheur pour chaque personne au Ghana et à fournir des moyens de subsistance adéquats et des emplois convenables et de l'assistance publique aux pauvres ». L'article 26 (2) prévoit les principes du travail décent. L'Article 24 (1) stipule que « chaque personne a le droit de travailler dans des conditions satisfaisantes, saines et salubres et a droit à un salaire égal pour un travail égal ».

Bien que les décideurs du Ghana proclament l'importance de l'industrialisation pour la création d'emplois, leurs politiques et actions sont contraires à ces proclamations. A titre d'exemple, la politique industrielle est fragmentée et il n'existe pas de lien cohérent et faitier entre les cadres de politique industrielle et le contenu local dans certains secteurs spécifiques comme l'exploitation minière, le pétrole et le gaz. Le potentiel des liens agro-industriels d'augmenter le rendement agricole, de réduire les pertes d'après récolte, d'améliorer l'approvisionnement des aliments et des matières premières et de créer des emplois et d'accroître les revenus, est bien connu.

Au cours des 30 dernières années, l'idéologie suivant laquelle le rôle de l'état est réduit simplement à la création d'un environnement favorable pour les acteurs du marché s'est enracinée dans les discours publics. Cependant, en pratique, l'état se déploie de manière sélective en faveur de l'élite, que ce soit en matière d'acquisition de terre pour une mine ou un projet agricole ou de logement à grande échelle. Cette utilisation sélective du pouvoir de l'Etat est en harmonie avec les processus de fondation ou de la mise en œuvre des décisions politiques clés qui sont à l'origine du model économique néolibéral et de la voie de la croissance implique des actions et des choix délibérés par l'Etat, un état autoritaire. Le pouvoir de l'Etat est utilisé pour museler la contestation et la résistance à la privatisation, aux licenciements et aux pertes d'emplois massives, à la commercialisation des biens publics et à la réorientation du centre d'intérêt et des objectifs des institutions publiques et la création de l'hégémonie du nouvel ordre.

Après trente ans, l'action délibérée l'Etat est nécessaire pour s'écarter de ce modèle et promouvoir la transformation socio-économique équitable et inclusive. Une telle démarche sera également un processus d'approfondissement de la démocratie au Ghana au-delà des éléments de procédure représentés par les élections multipartite et l'alternance des régimes. Cette focalisation a porté la politique électorale à un niveau où elle constitue l'essence de la démocratie au Ghana au lieu d'être un instrument pour la sélection des responsables politiques. Une perspective plus large sera en conformité avec la disposition de l'Article 36 (2) € de la Constitution qui prévoit que « la démocratie la plus sécurisée est

celle qui pourvoit aux premières nécessités de la vie pour la population comme un devoir fondamental ».

L'orientation vers des politiques de transformation inclusive et équitable passera par le développement non seulement des politiques et pratiques appropriées mais aussi des institutions et l'orientation des cadres de l'Etat afin de les rendre plus démocratiques et responsables. Cela exigera également la disponibilité de l'Etat à remettre en cause les intérêts particuliers dans l'économie et la société, que ce soit l'abolition des pratiques culturelles qui perpétuent le patriarcat et la subordination des femmes dans la vie économique et sociale ; la réforme des relations foncières en faveur des usagers par rapport aux chefs et propriétaires ; ou la promotion de la production interne face à la pression des importateurs.

Le Ghana a reçu juste titre des éloges en raison de ses transitions électorales relativement paisibles du parti au pouvoir au parti d'opposition. Cependant, cela ne peut pas occulter la désillusion grandissante du public à l'égard des continuités politiques au niveau des gouvernements successifs et l'incapacité de ces politiques à répondre aux préoccupations les plus pressantes des Ghanéens et le consensus apparent entre les partis politiques et l'élite économique de tolérer l'usage intéressé de la fonction publique et du pouvoir politique.

- Yao Graham est le Rédacteur en Chef de *African Agenda*